

La Géorgie a toujours été dans la famille européenne dont elle a été séparée par l'occupation soviétique

Entretien avec Salomé Zourabichvili, présidente de la Géorgie



© L. Blagonravova/Présidence de la Géorgie

La présidente Salomé Zourabichvili lors de la Journée de l'Europe, le 9 mai 2019. « Pour la Géorgie, l'Union européenne n'a pas d'alternative ».

Vos ancêtres ont dû quitter la Géorgie en 1921, chassés par l'armée russe. L'histoire vous a conduite, après avoir été ambassadeur de France en Géorgie, à devenir ministre des Affaires étrangères de Géorgie et, à ce titre, vous avez négocié le départ des troupes russes. Pouvez-vous nous retracer les étapes de ce destin exceptionnel ?

Ma famille a quitté la Géorgie en 1921 lorsque l'armée soviétique a envahi la République démocratique indépendante et est arrivée en France, avec une grande partie de la diaspora politique qui a fui le régime communiste. En grandissant, nous étions tous convaincus que la Géorgie de-

viendrait indépendante, ce n'était pas une question de « si » mais de « quand ».

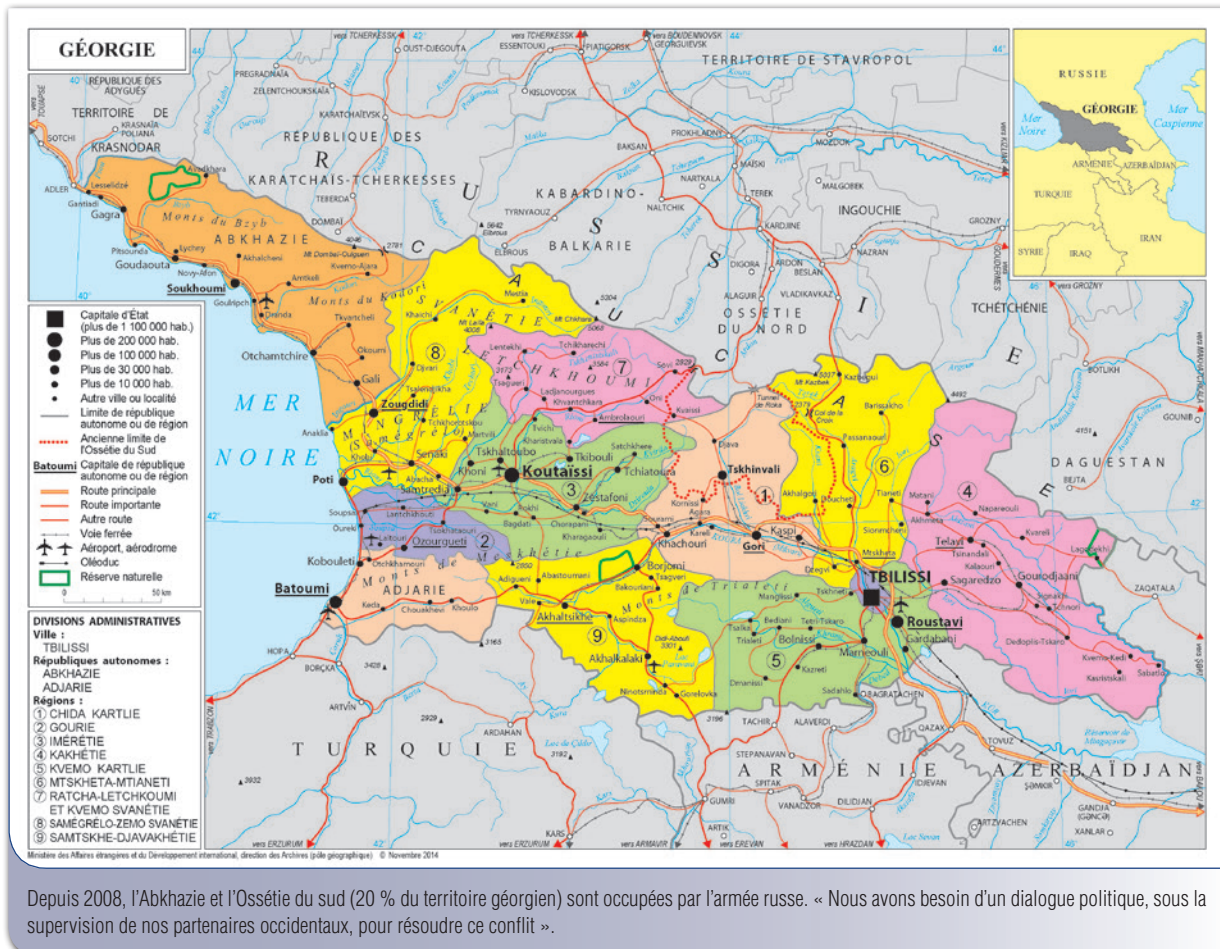
Après avoir étudié à Sciences Po et à l'Université Columbia, j'ai rejoint le service diplomatique français dans les années 1970 et travaillé à Rome, New York, N'Djamena, Vienne et Bruxelles avant de devenir ambassadeur en Géorgie en 2003.

Quand le nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir en Géorgie après la Révolution des roses, j'ai été, à ma grande surprise, nommée ministre des Affaires étrangères de ce gouvernement. Ma nomination, fait peu ordinaire, a reçu un double agrément – celui du président géorgien et du président français.

Le fait que je sois née en dehors de l'Union soviétique, ayant reçu une éducation occidentale, a sans doute joué un grand rôle dans le choix et dans les priorités que j'ai retenues : la marche vers l'intégration européenne, vers l'OTAN et la normalisation avec la Russie avec la négociation sur le retrait des bases militaires russes. L'accord sur ce point, négocié avec mon homologue russe Serguei Lavrov, a été réalisé et j'ai pu assister en juillet 2005 au départ de Batoumi¹ du bateau emmenant les derniers tanks russes, de l'endroit même d'où ma famille avait quitté la Géorgie en mai 1921, devant l'avancée des troupes d'occupation russes ! Un clin d'œil de l'histoire...

Personne ne se doutait alors sur la route de l'exil, que je reviendrais d'abord comme ministre des Affaires étrangères puis, cent ans après la première indépendance, comme président élu de la Géorgie, en tant que première femme présidente dans le pays qui, un siècle auparavant, avait déjà élu cinq femmes dans la première Assemblée constituante.

¹ : Principal port géorgien.



Élue Présidente de la Géorgie en novembre 2018, votre première visite à l'étranger, après Bruxelles, a été pour Paris. Quelle relation la Géorgie entretient-elle avec la France, notamment dans le domaine de la défense ?

Pour la Géorgie, la France n'est pas seulement le phare des valeurs européennes que nous partageons et chérissons. La France est un ami ancien avec lequel nous entretenons des relations profondes sur une multitude de questions. Après tout, lorsque l'Armée rouge a envahi la Géorgie, c'est la France qui a accueilli le gouvernement géorgien en exil et c'est aussi le pays qui a reconnu la nouvelle URSS sans reconnaître l'annexion de la Géorgie jusqu'en 1934, date à laquelle la légation géorgienne a dû fermer suite au Pacte Laval-Litvinov. Nous nous souvenons de l'implication cruciale du président Sarkozy en 2008 qui a négocié un cessez-le-feu alors que les troupes russes envahissaient la Géorgie.

Peu de temps après mon élection à la présidence, l'une de mes premières visites à l'étranger a eu lieu à Paris, où j'ai signé avec le président Macron la Déclaration de dialogue structuré Dimitri Amilakhvari, créant un nouveau format de discussions entre Tbilissi et Paris sur la politique, la diplomatie, la culture, l'éducation, la sécurité et la défense.

Je dois noter que la relation militaire entre la France et la Géorgie est celle de deux partenaires stratégiques. L'Académie de défense nationale géorgienne et l'École spéciale militaire de Saint-Cyr échangent régulièrement des étudiants et des cours, la Géorgie travaille avec des entreprises militaro-industrielles françaises et nous travaillons ensemble au sein de l'OTAN. Bien entendu, nous apprécions l'implication de la France dans les exercices militaires de l'OTAN en Géorgie et nous espérons que ces exercices augmenteront en volume et en portée l'année prochaine.



La présidente de la Géorgie à l'Élysée avec le président français, le 19 février 2019. Un destin de femme exceptionnel qui s'inscrit dans la relation forte entre les deux États

En Géorgie, L'École de formation de la montagne de Satchkhere, qui opère à proximité de la ligne d'occupation, a été équipée et développée avec l'aide de la France. L'armée géorgienne travaille aux côtés de la France dans des missions de sécurité internationale, notamment au Mali et en République centrafricaine. Nos relations avec la France sont également éducatives, culturelles et économiques. L'année dernière, nous avons accueilli Air France sur le marché géorgien et, alors que nous rouvrons prudemment les vols internationaux, Air France continue d'opérer des vols directs entre nos deux pays. On peut en dire beaucoup plus. Mais ce qui est certain, c'est que la France et la Géorgie continueront à travailler ensemble comme deux amis et partenaires stratégiques.

Vous croyez à la destinée européenne de la Géorgie. L'intégration à l'Union européenne est-elle un projet réaliste ?

Bien sûr ! La Géorgie a toujours été une nation européenne et notre intégration dans l'Union européenne n'est qu'un retour à la grande famille européenne dont nous avons été séparés par l'occupation soviétique. Aujourd'hui, l'UE est confrontée à plusieurs grands défis. La pandémie COVID-19 n'est que la plus récente et certainement la plus grave de celles-ci et ne manquera

pas de changer l'avenir de l'Europe. Cette pandémie a contraint l'Europe à regarder en elle-même et à décider si elle affronterait cette tragédie en s'isolant ou via la solidarité internationale. Mais l'Europe est l'histoire d'institutions qui renaissent des cendres des défis. Chaque crise du passé n'a conduit qu'à une Europe plus forte, plus unie et plus tournée vers l'avenir. La pandémie n'est pas différente.

Je comprends que ce ne soit peut-être pas encore le moment à Bruxelles pour une décision politique quant à de nouveaux candidats. En attendant, nous frappons à toutes les portes et tournons chaque pierre pour une intégration sectorielle en Europe. La Géorgie bénéficie déjà d'une zone de libre-échange commune, d'un régime sans visa avec l'espace Schengen, d'un accord d'association et est l'un des principaux membres du partenariat oriental. L'Europe est le principal partenaire commercial de la Géorgie, des milliers de nos étudiants bénéficient du programme Erasmus chaque année. Nous sommes tout-à-fait prêt pour la prochaine étape. L'année dernière, j'ai proposé un système d'intégration *ad hoc* qui ouvrirait les portes pour entamer les négociations sur les chapitres d'adhésion avant de recevoir le statut de candidat. C'est une approche pragmatique qui mérite réflexion.

Alors oui, l'intégration de la Géorgie dans l'Union européenne n'est pas seulement un projet réaliste, c'est notre seule perspective. Pour nous, l'UE n'a pas d'alternative.

Une adhésion de la Géorgie à l'OTAN vous semble-t-elle possible, alors que le pays partage plus de 700 km de frontières avec la Russie ?

L'adhésion de la Géorgie à l'OTAN est l'une de ces questions sur laquelle l'ensemble de la population géorgienne est clairement unie. Chaque sondage montre qu'au moins 70 % des Géorgiens, de tous horizons politiques, soutiennent notre intégration à l'OTAN. Et de l'autre côté, le sentiment est également clair : la Géorgie est l'un des alliés les plus proches et les plus fiables de l'OTAN depuis des années et même le secrétaire général Jens Stoltenberg a confirmé que la Géorgie rejoindrait tôt ou tard l'Alliance.



Cette année, la Macédoine du Nord est devenue le 30^e membre de l'OTAN. Cela nous montre qu'il existe une volonté de poursuivre l'expansion de l'Alliance et nous sommes dans une position privilégiée. Nous avons continuellement respecté les normes de dépenses militaires de l'OTAN, nous mettons constamment à jour nos capacités de défense et les forces armées géorgiennes sont parmi les plus grands contributeurs à la mission de l'Alliance en Afghanistan.

Oui, nous avons dû faire face à une guerre inégale et tragique contre la Russie en 2008 et oui, nous devons encore vivre avec des conflits non résolus qui impliquent des violations des droits de l'homme, une occupation rampante et une « frontièrization » de nos territoires. Mais la Russie a perdu son objectif principal – de nous dissuader de notre chemin vers l'Occident. La Géorgie a prouvé sa résilience, une résilience qui a façonné son identité pendant des siècles, et nous en sommes fiers.

La Géorgie est plus proche de l'OTAN qu'elle ne l'a jamais été et la communauté internationale publie constamment des déclarations soutenant notre souveraineté nationale, notre intégrité territoriale et notre intégration euro-atlantique. Nos alliés ont aussi déclaré le fait qu'aucun pays tiers ne pourra poser son veto sur notre voie.

Depuis 2008, 20 % du territoire géorgien, l'Ossétie du sud et l'Abkhazie, sont occupés par l'armée russe. Le conflit demeure-t-il gelé, ou des perspectives de règlement sont-elles envisageables ?

Il est difficile de qualifier ce conflit de gelé quand on voit la situation sur le terrain. Depuis la fermeture des points de passage, des dizaines de Géorgiens sont morts en raison d'un manque d'accès aux soins de santé, nos citoyens sont essentiellement retenus en otage chez eux. Les violations des droits de l'homme sont devenues un combat quotidien et la « frontièrization » continue de séparer les familles.

Tout cela se produit malgré le fait que le secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres, ait appelé à un cessez-le-feu mondial pendant la pandémie. Mais cette pandémie a montré aux habitants des territoires occupés que la Géorgie

est capable de gérer une crise globale avec les éloges de la communauté internationale. Les hôpitaux géorgiens ont accueilli des patients des territoires occupés et c'est par la Géorgie qu'une aide humanitaire internationale y a été apportée.

En fin de compte, la seule façon de résoudre le conflit est le dialogue. Nous savons que la guerre n'est pas une solution et la Géorgie a choisi la voie de la paix. Les discussions internationales de Genève ont joué un rôle déterminant pour maintenir le dialogue ouvert, mais elles sont devenues extrêmement techniques et ne permettent pas d'aborder les questions de fond. C'est pourquoi j'ai appelé à élever à un niveau plus politique les discussions. La diplomatie et le dialogue peuvent nous aider à résoudre les plus grands problèmes. En 2005, c'est par le dialogue que nous avons assuré le retrait des bases militaires russes de Géorgie. Nous avons besoin d'un dialogue politique, sous la supervision de nos partenaires occidentaux, pour résoudre ce conflit.

Et je garde espoir. Ce n'est pas la première fois que la Géorgie est occupée, mais nous avons toujours retrouvé notre unité. Pour moi, le don d'un morceau du mur de Berlin par le président Steinmeier durant sa visite en Géorgie l'année dernière était extrêmement symbolique. Si l'Europe, divisée par un rideau de fer, a pu se réunir et devenir encore plus forte, la Géorgie le peut aussi.

Propos recueillis par Sophie Jacquin SN53
Politique de défense*



A bord du patrouilleur de haute mer Commandant Birot, en escale à Batoumi en novembre 2019. Une relation militaire à la fois bilatérale et dans le cadre de l'OTAN.

© L. Blagomiravova/Présidence de la Géorgie